

# Venezuela : la paix se construit par le débat d'idées dans la rue.

17 février 2014



AVN

Caracas, 15 février AVN – Devant les Vénézuéliens rassemblés sur la vaste avenue Bolivar de Caracas, le président Nicolas Maduro a déclaré que le moment est venu que le peuple sorte dans la rue pour construire la paix partout dans le pays.

Il a signalé que construire la paix passe par une bataille des idées, non des armes. « Nous appelons tout le Venezuela à combattre dans les rues avec ses idées, pour ses valeurs, en un débat de haut niveau, en respectant les droits du peuple, sans violence », a-t-il déclaré devant la multitude qui marchait, samedi, de la Place Venezuela à l'avenue Bolivar pour soutenir l'appel à la paix dans la nation après les violences de groupes de choc de la droite qui ont fait 3 morts et des dégâts dans la ville de Caracas.

Dans ce contexte, il a déclaré clairement que ni le Gouvernement ni le peuple n'étaient d'accord avec les violences ni avec les armes.

« Je veux le dire clairement : Celui qui met une chemise rouge avec le visage de Chavez et porte une arme et attaque, celui-là n'est ni chaviste ni révolutionnaire. Je n'accepte pas de groupes violents dans le camp du chavisme et de la Révolution Bolivarienne. S'ils veulent des armes pour combattre avec les armes, qu'ils quittent le chavisme », a-t-il assuré, avec l'approbation des citoyens concentrés sur cette avenue.

Il a dit que les révolutionnaires sont, en réalité « des guerriers des idées ».

« Je n'accepte pas la violence dans le camp du chavisme, a-t-il répété, « nous devons être l'armée de la paix, non l'armée de la violence et de l'autodestruction. »

« Ils se trompent, ceux qui se croient révolutionnaires parce qu'ils chargent un fusil, les armes de la République et de la Révolution, seules nos Forces Armées Nationales Bolivariennes doivent les avoir », a-t-il affirmé.

Il a exigé « un commandement unique, une discipline, la transparence, des stratégies, la verticalité dans le commandement et dans l'équipe de la Révolution. Non au chaos et à l'anarchie, ce ne seront pas les courants de l'anarchie qui apporteront quelque chose à cette Révolution de paix et d'amour. »

## Union civico-militaire contre le coup d'Etat.

Le chef de l'Etat a rappelé que l'union civico-militaire est vitale « pour la bataille que nous sommes en train de livrer contre le coup d'Etat fasciste ».

« Union civico-militaire pour la construction de la patrie », a-t-il souligné.

Le président a dénoncé les prétentions des groupes d'extrême droite de prendre d'assaut le Palais du Gouvernement et d'attirer des tueurs à gages pour l'assassiner, ce pourquoi il a demandé à peuple d'être en alerte.

Le président a expliqué que les groupes qui ont provoqué la violence et les destructions dans la municipalité de Cahacao ces dernières nuits « pensaient venir à Miraflores prendre d'assaut le Palais. Je le dénonce. Ils pourraient tenter quelque folie parce que celui qui les dirige est un fasciste. »

Il a aussi indiqué que la droite n'abandonne pas le plan de magnicide. « Maintenant, ils vont chercher des tueurs à gages. Attention dans les quartiers : ils cherchent des gens pour acheter des enfants pour que ceux-ci tuent, ils cherchent des tueurs à gages pour essayer de m'assassiner », a-t-il averti.

### **Justice sera faite.**

Maduro a confirmé que justice sera faite, en faisant allusion aux responsables du fascisme et de la violence déchaînée par des secteurs de l'extrême droite antidémocratique qui cherchent à rééditer le coup d'Etat d'avril 2002.

Pendant son allocution sur l'avenue Bolivar de Caracas, la multitude criait : « Nous voulons la justice, nous voulons la justice ! » A ce moment-là, le chef de l'Etat a demandé : « Que veut le peuple ? » et les militants révolutionnaires ont répondu : « La justice, nous voulons la justice ! »

« Le peuple veut la justice, la justice contre le fascisme et la violence. Justice va être faite, compatriotes, le fascisme se combat par la loi, par la justice et par un châtement sévère. »

Le président Maduro a rappelé que des dirigeants de la droite ont encouragé leurs groupes violents à détruire le siège du Parquet et à provoquer le chaos dans toute Caracas, ce qui a fait 3 morts et 60 blessés, raison pour laquelle un tribunal du pays a demandé son arrestation, a-t-il signalé en faisant allusion à Leopoldo Lopez.

« Il est allé se cacher. C'est un gros lâche, comme tous les fascistes, c'est un lâche. Un tribunal de la République a ordonné son arrestation le 12 février même et les forces de sécurité de l'Etat le cherchent toujours. Rends-toi, lâche, le peuple veut la justice et il l'aura », a souligné le président.

« Le fasciste dit que si on fait justice, il va mettre à feu le Venezuela. Personne ne mettra le feu au Venezuela, ce que le Venezuela va avoir, c'est la justice et la paix », a-t-il ajouté.

### **L'ex président colombien finance des groupes fascistes au Venezuela.**

Le président a dénoncé le fait que l'ex président colombien Alvaro Uribe Velez est derrière le mouvement fasciste qui a provoqué des violences au Venezuela.

Il a indiqué qu'Uribe Velez est lié au canal de télévision NTN24 qui, le 1<sup>er</sup> février dernier, a consacré 90% de ses transmissions aux violences et aux actions fascistes des groupes de la droite vénézuélienne.

« Nous avons envoyé un message très clair à cette chaîne d'information derrière laquelle se trouve la main d'un ennemi du pays : alvaro Uribe Velez, fasciste qui est derrière tous ces mouvements violents qui se développent au Venezuela. »

« Je le dis ainsi : Alvaro Uribe Velez est derrière, finançant et dirigeant ces mouvements fascistes », a réaffirmé Maduro qui a rappelé que NTN24 a été retirée de la programmation de la télévision par souscription dans le pays, une décision fondée sur l'article 27 de la Loi de Responsabilité Sociale en Radio, Television et Médias Electroniques qui interdit l'incitation à la haine, les appels à la violence et la non reconnaissance des autorités légitimement constituées.

Maduro a expliqué qu'Uribe Velez, allié publiquement à la droite vénézuélienne, « prétend à travers un canal de télévision anti-vénézuélien faire la même chose qu'ils ont fait le 11 avril 2002, commencer à susciter l'angoisse, la peur, la haine, à justifier l'injustifiable et conduire notre pays vers un scénario de déstabilisation qui justifierait un coup d'Etat contre le peuple. »

Etant donné cela, et les dénonciations faites par les citoyens ayant été constatées, on a décidé de sortir ce canal du service de télévision par câble, a souligné le Président.

AVN 15/02/2014

*(traduction Françoise Lopez)*

»» <http://cubasifranceprovence.over-blog.com/2014/02/venezuela-la-paix-se...>